

VEILLE AGRI-AGRO

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Quinzaine du 24 juin 2026

Chine continentale

Agriculture et agro-alimentaire

Déclinaison agricole du plan quinquennal : les priorités de la Chine

Une nouvelle initiative gouvernementale pour augmenter les revenus des agriculteurs chinois

Encadrement du prix du diésel agricole pendant la période de récolte des céréales

Le Kazakhstan et la Chine lancent une plateforme conjointe des céréales

Structuration de la filière des bovins allaitants en Mongolie Intérieure

Sanitaire et phytosanitaire

Recensement national des cas de principales maladies animales en mai 2026

Le renforcement des contrôles et de la réglementation pour sécuriser la chaîne alimentaire

Nouvelle édition du document de référence de la pharmacopée vétérinaire

La Chine déclare l'ensemble du territoire brésilien comme exempt de fièvre aphteuse et lève les restrictions d'importations

Un cas de dépassement exceptionnel de la limite d'antibiotiques pour le porc

Réglementaire et juridique

La Chine fixe les limites maximales de substances nocives dans les engrais issus de fumier d'élevage pour la première fois

Consultation publique sur la première norme relative aux aliments en faible indice glycémique

Mongolie

La Mongolie confrontée à plusieurs foyers de fièvre aphteuse

Chine continentale

Agriculture et agro-alimentaire

Déclinaison agricole du plan quinquennal : les priorités de la Chine

Le Conseil des Affaires d'Etat chinois a publié le 2 juin le 15^e plan quinquennal thématique pour accélérer la modernisation agricole et rurale, qui reprend et complète le plan général publié en mars dernier. Les objectifs de production annoncés sont réaffirmés, avec une précision importante sur la production de viande qui a vocation à [rester stable sur la période à venir de 5 ans](#). Cette orientation n'est pas surprenante dans un contexte marqué par des prix bas, non rémunérateurs, reflets de l'augmentation nette de la production en particulier pour la viande de porc. Autre signal, l'autosuffisance en semences agricoles clés devient une nouvelle priorité pour les cinq années suivantes. De nouveaux indicateurs à atteindre sont quantifiés respectivement pour la transformation de l'agriculture, la productivité de travail agricole, le développement dit « vert » de l'agriculture ou encore l'influence des « nouveaux acteurs », soit principalement les structures coopératives destinées à accompagner les agriculteurs.

La ligne directrice d'une agriculture plus moderne et plus puissante est ainsi précisée et renforcée. D'autre part, un accent fort est également mis sur la modernisation des zones rurales, où la réduction des inégalités avec les villes reste une priorité, qu'il s'agisse de l'accès au soin, notamment pour les personnes âgées, les conditions sanitaires ou les écarts de revenus. Le plan souligne également l'importance de la qualité et la sécurité des produits agricoles, en transformant cet indicateur prévisionnel en indicateur contraignant par rapport au 14^e plan quinquennal agricole.

Une nouvelle initiative gouvernementale pour augmenter les revenus des agriculteurs chinois

Le 6 mai, le ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales (MARA) a publié un nouveau plan visant à améliorer la qualité et l'efficacité des « nouveaux acteurs agricoles », soit principalement les structures coopératives destinées à accompagner les agriculteurs, afin [d'augmenter les revenus des petits agriculteurs](#). Ce document souligne l'importance de promouvoir le recours à ces structures, que ce soit pour mutualiser les droits d'exploitation foncière, créer plus d'emplois ou développer la commercialisation.

Le plan propose également de guider les coopératives dans l'optimisation de leur répartition des excédents en prenant en compte [le volume des transactions et les apports en capital des membres](#). En outre, il évoque le soutien aux prestataires de services agricoles pour leur permettre de développer des modèles adaptés aux spécificités locales, intégrant des organisations collectives impliquant des agriculteurs. L'objectif vise aussi à fournir aux petits agriculteurs des technologies et équipements avancés. Ce plan poursuit à cet égard l'initiative « Services socialisés des exploitations agricoles d'État + collectivités locales », lancée depuis 2023, ayant pour but de tirer parti des atouts du système des exploitations agricoles d'État en matière d'organisation, de technologie et d'équipement, afin de développer une agriculture moderne.

Encadrement de l'augmentation du diesel agricole pendant la période de récolte des céréales

La crise au Moyen-Orient a en Chine eu des conséquences sur les prix du diesel agricole. Ainsi, entre février et fin mai, le prix du diesel a atteint 2 435 RMB/tonne, soit une hausse de 25,82%. Afin de limiter l'augmentation des prix, la Commission Nationale de Réforme de Développement a réagi à deux reprises, les 23 mars et 7 avril, à travers des politiques d'intervention temporaires divisant par deux l'évolution anticipée du prix du diesel.

Ce choc est intervenu peu avant la période des récoltes de blé, qui ont lieu principalement en mai en Chine. L'enjeu principal résidait dans le prix des prestations de récolte.

En plus des politiques d'interventions précédemment mentionnées, certaines régions ont pu accorder une subvention directe d'environ 150 RMB/hectare, suivies par des réductions de 3 à 5% du prix du litre destinées aux machines agricoles, mesures mises en place par des géants pétroliers chinois, comme PetroChina et Sinopec.

Dans ce contexte, la hausse des coûts a été principalement assumée par les conducteurs de machines agricoles et les acteurs du secteur logistique, qui traversent chaque année plusieurs provinces pour proposer leurs services. Si certains ont été contraints de renoncer à ces missions de longue distance, la récolte de blé a tout de même pu se dérouler sans pénurie de machines. Au 23 juin, plus de 90% des surfaces avaient été moissonnées, permettant au pays de maintenir son objectif de 700M de tonnes de céréales sur l'année.

Le Kazakhstan et la Chine lancent une plateforme conjointe des céréales

Le vice-ministre kazakh de l'Agriculture, Yermek Kenzhekhanuly, a rencontré Liu Huanxin, directeur de l'Administration nationale chinoise des réserves alimentaires et stratégiques (NAFRA) en fin mai, afin de discuter de [la coopération bilatérale dans le domaine agricole](#) en mettant l'accent sur le développement des échanges agricoles, les projets d'investissement et la sécurité alimentaire. La Chine est un

partenaire stratégique clé pour le Kazakhstan, la valeur du commerce agricole ayant augmenté de 36,8 % pour atteindre 1,97 milliard USD l'année précédente et de 61,7 % au premier trimestre 2026 pour atteindre 697 millions USD. Les exportations agricoles du Kazakhstan vers la Chine ont été particulièrement soutenues, augmentant de 35,3 % en 2025 pour atteindre 1,43 milliard USD, et bondissant de 82,4 % au début de 2026 pour atteindre 550 millions USD. Les principales exportations comprennent les aliments pour animaux, les huiles végétales et les graines oléagineuses.

Les deux pays ont conclu des protocoles pour le commerce de 34 produits agricoles et s'apprêtent à créer une plateforme de négoce de céréales entre le Kazakhstan et la Chine dans le cadre de l'initiative de la « Nouvelle Route de la Soie », permettant aux entreprises de réaliser des transactions par le biais d'appels d'offres. Les initiatives futures pourraient inclure des contrats à long terme pour l'approvisionnement en céréales et en graines oléagineuses, la construction de pôles logistiques et le partage de technologies pour le stockage et la transformation des produits agricoles.

Structuration de la filière des bovins allaitants en Mongolie Intérieure

La Société de l'industrie de bovins allaitants de la Mongolie intérieure a été inaugurée dans la capitale régionale, à Hohhot le 18 mai, marquant un tournant vers un développement industriel plus intégré et normé. Cette initiative destine à renforcer l'industrie bovine de la région, qui est la principale productrice de viande bovine du pays, avec une production dépassant [1 million de tonnes en 2025, représentant 12,7 % de production nationale.](#)

Coordonné par le bureau de l'agriculture et de l'élevage de la région, le groupe a été fondé en coopération avec 25 entreprises et couvrira toute la chaîne de valeur, de l'élevage à la transformation. Structurant la filière de l'amont à l'aval, cette entité a pour objectif de faire émerger un écosystème industriel efficace et de se positionner comme leader dans la distribution de viande bovine de qualité, tant au niveau national qu'international.

Sanitaire et phytosanitaire

Recensement national des cas de principales maladies animales en mai 2026

Selon [le recensement mensuel du Bureau vétérinaire du MARA](#), en mai 2026, un total de 22 maladies animales majeures ont été signalées sur le territoire chinois, avec 61 021 animaux malades et 9 040 animaux morts de maladie.

Recensement national des cas de
principales maladies animales en mai 2026

Nom de la maladie	Nombre d'infections	Nombre de décès
Total	61021	9040
Brucellose	736	0
Maladie du charbon	10	3
Echinococcose	50	1
Dermatose nodulaire contagieuse	18	2
Rhinotrachéite infectieuse bovine	8	2
Tuberculose bovine	3	0
Clavelée et variole caprine	91	5
Pleuropneumonie contagieuse caprine	732	221
Peste porcine	2	0
Syndrome dysgénésique et respiration du porc	24	4
Diarrhée épidémique porcine	15813	2291
Maladie de Newcastle	3	0
Peste du canard	32	10

Gosling plaque	585	262
Maladie de Pasteurella	2982	444
Maladie de Marek	3673	1024
Erysipèle porcin	304	44
Cysticerque	2	0
Grippe porcine	3775	355
Coccidiose aviaire	29441	2660
Diarrhée virale bovine	1136	111

Le renforcement des contrôles et de la réglementation pour sécuriser la chaîne alimentaire

De nouvelles réglementations en Chine, entrées en vigueur le 1^{er} juin, obligent les vendeurs de repas en ligne à posséder un point de vente physique pour lutter contre le commerce alimentaire dit « fantôme ». Cela vise à réduire la prolifération de commerçants sans locaux officiels, souvent basés dans des immeubles résidentiels et accusés de ne pas respecter les normes d'hygiène. Les plateformes de livraison doivent désormais vérifier les commerçants tous les six mois et s'exposent à [d'amendes importantes en cas de non-respect des règles](#). Les commerçants encourent des sanctions allant jusqu'à 25 000 EUR (200 000 RMB) en cas d'infraction. Certains appelés « cuisines transparentes », montrent des images en direct de leurs cuisines pour rassurer les consommateurs. Les plateformes doivent assumer une plus grande responsabilité en matière de qualité, au-delà de la simple perception de commissions.

En début juin, l'Administration générale de la surveillance du marché (SAMR) a mené des contrôles sur la restauration en ligne, ciblant sept catégories de produits. Dans cette campagne, 1 307 lots ont été examinés, avec un taux de non-conformité de 2,3 %, indiquant une situation jugée satisfaisante par les autorités en matière de sécurité sanitaire des aliments. Des problèmes ont été relevés, notamment l'absence de certificats de santé du personnel et l'utilisation non-

conforme d'additifs dans certains plats. Des résidus de pesticides au-delà des limites autorisées ont également été détectés dans divers ingrédients.

Nouvelle édition du document de référence de la pharmacopée vétérinaire

Le 7 mai, le MARA a publié les parties I et II de la « Pharmacopée vétérinaire de la République populaire de Chine (7^e édition) », entrant [en vigueur le 1^{er} décembre 2026](#). Ce document est la norme légale pour la recherche, la production, et la supervision des médicaments vétérinaires.

La première partie concerne les médicaments, tandis que la seconde traite des médicaments traditionnels chinois. À partir de décembre 2026, les demandes de marché devront inclure des analyses conformes à cette édition. Les médicaments produits avant cette date restent conformes aux normes initiales et peuvent être commercialisés jusqu'à leur expiration. Les étiquettes et notices des produits précédemment autorisés doivent être mises à jour pour respecter la nouvelle réglementation avant le 31 mai 2027.

Afin de remédier davantage aux problèmes rencontrés dans les étapes de production, de commercialisation et d'utilisation des médicaments vétérinaires, d'améliorer le niveau de conformité de leur utilisation, mais aussi de garantir la sécurité de la production dans le secteur de l'élevage ainsi que la sécurité sanitaire des produits d'origine animale, le MARA a lancé une campagne spéciale visant à normaliser l'utilisation des médicaments vétérinaires, [en avril dernier](#). Dans ce cadre, il est prévu que les bureaux de l'agriculture régionaux organisent des inspections entre mai et novembre et qu'ils feront un bilan de leurs actions en décembre.

La Chine déclare l'ensemble du territoire brésilien comme exempt de fièvre aphteuse et lève les restrictions d'importations

Les autorités chinoises ont officiellement reconnu l'ensemble du territoire brésilien comme une zone indemne de fièvre aphteuse et [ont levé les restrictions d'importation au nord du Brésil](#). Cette annonce, faite le 29 mai par l'Administration générale des douanes chinoise (GACC), est fondée sur une analyse des risques, indiquant que le Brésil est désormais entièrement exempt de cette maladie.

Cela représente un avantage significatif pour le Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine et de volaille, ayant exporté plus de la moitié de sa viande bovine vers la Chine l'année dernière. Pour le premier trimestre de cette année, la Chine a importé près de 3 milliards USD de produits carnés du Brésil. Luís Rua, secrétaire au Commerce et aux Relations Internationales du ministère brésilien de l'Agriculture, a exprimé que cette décision pourrait avoir un effet positif sur le secteur porcin, permettant aux établissements déjà approuvés pour exporter vers la Chine de

demander à étendre leur gamme de produits, incluant la viande sur os et les abats.

Fin mai, le Brésil avait demandé une ouverture accrue du marché chinois pour exporter davantage de viande bovine. Lors de sa visite en Chine, le ministre de l'Agriculture, André de Paula, avait sollicité la réattribution de quotas d'exportation non utilisés par d'autres pays, demande qui a été rejetée.

Un cas exceptionnel de dépassement de la limite d'antibiotiques pour le porc

Le 14 mai, l'Administration de la surveillance du marché du Heilongjiang (AMR) a publié un avis sur des contrôles aléatoires en matière de sécurité sanitaire des aliments, révélant que de la viande de jarret de porc de la société Wangui Shuanghui Beidahuang Food Co., Ltd. présentait une teneur en lincomycine de $7,70 \times 10^3 \mu\text{g/kg}$, [soit 37,5 fois la limite permise](#) de $200 \mu\text{g/kg}$, selon la Norme nationale GB 31650—2019.

Cette non-conformité pourrait être due à une surmédication lors de l'élevage. L'affaire a provoqué une indignation générale sur les réseaux sociaux. Wangui Shuanghui a contesté l'authenticité des échantillons, mais cette contestation a été rejetée. Le 28 mai, l'actionnaire majoritaire, Henan Shuanghui Investment & Development Co., Ltd., a présenté des excuses et annoncé un groupe de travail pour renforcer la surveillance dans les abattoirs.

Le 5 juin, le Bureau de la sécurité sanitaire des aliments, en collaboration avec d'autres ministères, a mis en place une supervision renforcée des opérations de vérification afin d'assurer le respect des normes de sécurité sanitaire des aliments.

Avec 40 000 employés, 7,63 milliards EUR (59,2 milliards RMB) de chiffre d'affaires en 2025, 3,42 millions tonnes de vente de produits carnés en 2025, le groupe Shuanghui est parmi les entreprises leaders de viande en Chine. Ce scandale a non seulement entamé la confiance chez les consommateurs, mais a également porté un coup dur à la confiance des investisseurs. En mai, le cours de l'action Shuanghui a enregistré une baisse cumulée de 9,8 %.

Règlementaire et juridique

La Chine fixe les limites maximales de substances nocives dans les engrais issus de fumier d'élevage pour la première fois

La norme nationale obligatoire « Limites maximales de substances nocives dans les engrais issus de fumier d'élevage », développée par

l'Institut de l'environnement agricole et du développement durable de l'Académie chinoise des sciences agricoles (CAAS), [entrera en vigueur le 1^{er} mai 2027](#).

C'est la première norme en Chine destinée à contrôler les substances nocives dans les engrais à base de fumier. Elle s'applique à l'utilisation après traitement des effluents d'élevage sur place ou à proximité, notamment dans les terres arables, les jardins potagers et les prairies artificielles. Elle précise les limites pour des métaux lourds, des exigences d'échantillonnage et d'analyse, ainsi que des critères sanitaires. Bien que la production annuelle d'effluents d'élevage dépasse 3,05 milliards de tonnes, moins de 10 % de ces effluents sont utilisés comme engrais commercialisés, la majorité étant directement réintroduite dans les sols sans respect des normes de sécurité.

Cette norme permettra d'améliorer le contrôle sanitaire, rassurer les agriculteurs sur la sécurité des engrais, et promouvoir un développement agricole durable.

Consultation publique sur la première norme relative aux aliments en faible indice glycémique

L'Institut de nutrition et de santé du Centre chinois de prévention et de contrôle des maladies a publié le 18 mars un avis sollicitant des commentaires publics la [norme nationale concernant l'indice glycémique \(IG\) des aliments](#). Celle-ci a pour but d'instaurer un système unifié et rigoureux pour la détermination et l'étiquetage de l'IG, ce qui représente une avancée significative pour réglementer la communication commerciale et aider les consommateurs à faire des choix alimentaires éclairés.

La norme intègre les éléments des normes ISO 26642 :2010, WS/T 652-2019 et T/CNSS 012-2019 pour établir des critères fiables, uniformes et pratiques, mettant ainsi fin à la disparité actuelle des normes sur le marché. Pour la première fois, elle établit de manière officielle les valeurs de classification des IG comme bas ($IG \leq 55$), moyen et élevé, et limite à huit catégories d'aliments préemballés, y compris les céréales et produits laitiers, pouvant afficher de tels étiquetages. Son annexe impose également des seuils pour la teneur en nutriments (lipides, acides gras saturés, sodium, fibres alimentaires).

La mise en œuvre de cette norme mettra fin au marketing sans fondement scientifique autour de l'IG. Les valeurs IG sur les produits devront être basées sur des mesures effectuées par des organismes agréés, et les procédés de fabrication devront être conformes aux produits commercialisés.

La Mongolie confrontée à plusieurs foyers de fièvre aphteuse

La Mongolie fait face à plusieurs foyers de fièvre aphteuse, principalement liés à la souche SAT-1, détectée dans les aïmags de Khovd, Bayan-Ölgii et d'autres régions de l'ouest. Cette souche, nouvelle pour le pays et très contagieuse, a entraîné des quarantaines strictes, la restriction des déplacements et l'abattage de milliers de têtes de bétail pour limiter sa propagation. Les autorités vétérinaires ont mis en place des postes de contrôle, une limitation du transit du bétail et des opérations de désinfection. Les régions touchées sont placées sous surveillance renforcée afin d'éviter une extension de l'épidémie.

Après la réception à Oulan-Bator de 1,6 million de vaccins en provenance de Chine, la campagne de vaccination commencera le 24 juin. Cela étant, la maladie autant que le vaccin risquent de compromettre l'organisation du grand festival annuel « Nadaam ». En effet, la consommation de viande vaccinée est contre-indiquée pendant quelques mois après la vaccination. La Russie devrait également livrer 1 million de vaccins supplémentaires pour lutter contre la souche SAT-1 (selon la FAO, la Mongolie compte 4,7 millions de bovins). D'autres cas ont été détectés dans l'aïmag de Selenge et de Töv, il s'agit d'une souche de la souche SAT-0, déjà connue en Mongolie et mieux maîtrisée grâce aux campagnes de vaccination existantes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

cedric.prevost@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : max.monot@dgtrésor.gouv.fr